

en solidarité avec l'activisme autochtone



Inter Pares se trouve sur le territoire non cédé du peuple Anichinabé Omàmiwinini. Sa communauté s'étend sur les territoires autochtones connus maintenant sous le nom de Canada. Dans le cadre de notre engagement envers la décolonisation, nous tissons des liens avec les mouvements menés par les Autochtones et favorisons les connexions entre collectivités autochtones au Canada et ailleurs dans le monde. Dans ce *Bulletin*, découvrez comment des Autochtones résistent à l'extraction minière au Canada, font résonner des voix longtemps muselées dans les discussions sur les politiques et définissent leurs propres systèmes alimentaires.



« Le simple fait d'être dans la salle et d'être Autochtone est une chose énorme », déclare Celeste Smith à propos de son séjour à la COP27.

Photo : Grassroots International

Contre l'emprise de l'industrie aux négociations sur le climat de la COP27

Celeste Smith porte plusieurs chapeaux.

Celeste est membre de la Nation Oneida. Elle dirige une petite entreprise de semences. ▶

« Nous essayons de contrer la présence à la COP de l'agroindustrie qui détruit [l'environnement] – pour affirmer ensuite détenir la solution. »

Celeste Smith

◀ Elle vient d'ouvrir une ferme-école où des femmes autochtones et des personnes 2SLGBTQI+ peuvent ré/apprendre les méthodes agricoles ancestrales perdues avec la colonisation. Elle préside le *Peel Food Action Council* et donne des ateliers dans les universités. Elle n'arrête jamais.

Celeste préside également le comité du programme international de l'Union nationale des fermiers (NFU), un rôle qui l'a menée en Égypte en novembre 2022 à l'occasion de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, communément appelée la COP27.

« Moi, je suis Autochtone, alors j'arrive dans ces espaces où je ne suis pas censée être. Il faut que j'y sois », dit Celeste. C'est tout récent que l'on permette, aux voix autochtones d'être à la table où se discutent les politiques – du palier municipal jusqu'à l'international, souligne-t-elle.

« Il y a longtemps qu'on nous met à l'écart de ces discussions! Le seul fait d'être présente et d'être Autochtone, c'est énorme. »

Par l'entremise de la NFU, homologue d'Inter Pares, nous avons financé le voyage de Celeste à la COP27. Là, elle s'est

jointe en tant que représentante de l'Amérique du Nord à une délégation internationale de *La Via Campesina*, un mouvement mondial réunissant plus de 200 millions de paysans et de petits fermiers. Ensemble, ces agriculteurs de 11 pays ont plaidé pour des solutions climatiques ancrées dans la justice, la souveraineté alimentaire et l'agroécologie – une agriculture qui travaille avec la nature afin de cultiver les aliments dans le respect de la Terre. Ils ont aussi protesté haut et fort contre les solutions climatiques prônées par l'industrie, comme la géo-ingénierie et les marchés du carbone.

« Nous essayons de contrer la présence à la COP de l'agro-industrie qui détruit [l'environnement] – pour affirmer ensuite détenir la solution. »



Inter Pares a soutenu le voyage de Celeste (à l'extrême gauche) pour la COP27 pour plaider en faveur des solutions climatiques ancrées dans la justice, la souveraineté alimentaire et l'agroécologie.




À une activité de la COP27, quand on a planté une bouteille d'eau de Nestlé devant Celeste, elle a haussé le ton.

« C'est de l'écoblanchiment », a-t-elle dénoncé. D'une main, l'entreprise fournit de l'eau à la conférence mondiale sur le climat et de l'autre, elle extrait 3,6 millions de litres d'eau par jour chez elle, dans sa collectivité des Six Nations en Ontario – alors que bon nombre de personnes qui y vivent n'ont toujours pas accès à l'eau potable.

Au bout du compte, pour Céleste, la COP27 était une affaire de solidarité.

« Certains croyaient que la COP était une perte de temps... parce que les grandes sociétés y dominent. J'ai répété sans relâche que j'étais là pour quelque chose. Dans tout, l'essentiel est de tisser des liens. »

À titre d'organisation dont la raison d'être est de tisser des liens, Inter Pares est fière de soutenir le travail de Celeste en politique internationale. De plus, des organisations comme Inter Pares ont un rôle important à jouer dans la réconciliation économique, conclut Celeste.

« C'est bien beau les réflexions et les émotions, mais il faut malheureusement aussi de l'argent pour réaliser notre travail. Nous avons besoin de la réconciliation économique pour soutenir ces émotions. » 

Semer la souveraineté alimentaire, cultiver des liens


Les liens entre Inter Pares et l'Union nationale des fermiers remontent à quatre décennies.

À l'instar des homologues que nous appuyons en Inde et en Afrique de l'Ouest, la NFU travaille pour la souveraineté alimentaire – le droit à des aliments sains, adaptés à la culture et produits de manière durable. La souveraineté alimentaire, ce n'est pas seulement assurer que tout le monde mange à sa faim. Ça veut aussi dire que ceux et celles qui mangent les aliments et les cultivent ont le droit de choisir comment ils se rendent dans leur assiette.

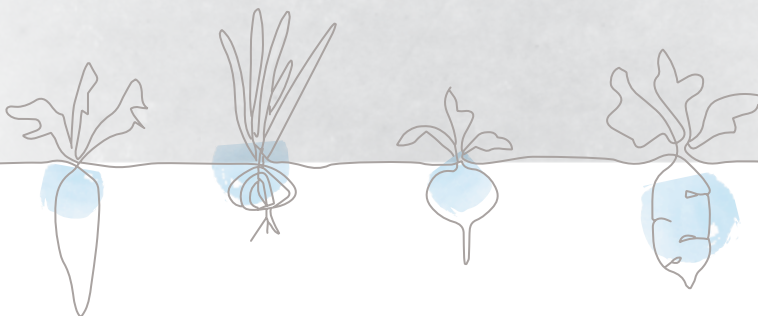
En appuyant le comité du programme international (IPC) de la NFU, Inter Pares aide les agriculteurs du Canada à réclamer une meilleure politique climatique, soutient les travailleurs agricoles

migrants et tisse des liens entre les colons qui cultivent la terre et les collectivités autochtones.

En 2022, des membres de l'IPC ont travaillé avec le collectif *Relational Accountability for Indigenous Rematriation* à la tenue d'une rencontre réunissant colons, Autochtones, propriétaires fonciers et personnes à la recherche d'une terre, tous désireux de travailler ensemble au partage des terres et à la décolonisation.

Inter Pares est fière d'appuyer le travail de l'IPC pour faciliter le partage du savoir entre les Autochtones et les agriculteurs non autochtones afin d'approfondir leurs liens et de faire de la NFU un espace où les Autochtones se sentent bienvenus. 

La souveraineté alimentaire, ce n'est pas seulement assurer que tout le monde mange à sa faim. Ça veut aussi dire que ceux et celles qui mangent les aliments et les cultivent ont le droit de choisir comment ils se rendent dans leur assiette.



Résister au minage du lithium au Québec

Dans le sous-sol du territoire non cédé des Anichinabés Aki, en Abitibi-Témiscamingue, dans l'Ouest du Québec, on retrouve une ressource rare dans la mine de Sayona Mining : le lithium.

La société prévoit extraire du lithium sur trois sites dans la région. L'un d'eux, le Projet Tamsin Lithium, se trouve sur le territoire non cédé de la Première Nation de Long Point (Long Point First Nation-LPFN). En 2018, Sayona Mining a acquis un claim sur ces terres, et des douzaines d'autres, en vertu du droit minier de la province. Selon les lois sur les mines, la société minière n'est pas obligée d'obtenir le consentement des Premières Nations, ni même de les consulter.

Quand elle a su que Sayona détenait un claim sur ses terres, la LPFN a sonné l'alarme : les activités minières et le ruissellement allaient causer un tort irréparable au lac Simard, d'une importance vitale pour la collectivité. Une mine mettrait gravement en péril ses pratiques traditionnelles – la chasse, la pêche, le trappage et la cueillette.



Le lac Simard, situé sur les terres de la Première nation de Long Point, est vital pour la communauté. L'exploitation de la mine et les eaux de ruissellement va causer des dommages irréparables.


Photo : Cassandra Pichette

La LPFN s'est mobilisée avec d'autres groupes d'écologistes et de la société civile, dont Mines Alerte, homologue d'Inter Pares. Avec l'appui de Mines Alerte, elle a mis en lumière le risque posé par les mines pour ses terres et son mode de vie. Par la suite, Mines Alerte et les groupes ont découvert que Sayona Mining avait trompé le public et le gouvernement quant à l'ampleur prévue d'un autre de ses sites miniers – le projet Authier Lithium – afin d'éviter une évaluation complète de l'impact sur l'environnement. Inquiets de cette esquivance, la LPFN et ses alliés ont appelé le gouvernement du Québec à mener une évaluation environnementale complète des trois projets.

Dans l'attente d'une réponse, la Première Nation de Long Point et Mines Alerte ont mené leur propre évaluation environnementale du projet Tansim.

« Les résultats de notre évaluation doivent être déterminants dans la décision d'autoriser ou non le projet », dit Steeve Mathias, ex-Chef du Conseil de la Première Nation de Long Point.

Selon Mines Alerte, les sociétés minières au Québec détiennent des claims sur une superficie de la taille de Cuba. Et malgré l'existence de 11 Premières Nations au Québec, aucune loi québécoise sur l'environnement n'exige leur consultation ou leur participation.

Les peuples autochtones de tout le Canada partagent la lutte de la Première Nation de Long Point. À titre de cofondatrice et membre active de Mines Alerte, Inter Pares est solidaire des luttes menées par les Autochtones pour affirmer leur droit de gérer leurs territoires pour eux-mêmes, pour leurs collectivités et pour les générations futures. 

Inter Pares

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada
Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

 @Inter_Pares   @InterParesCanada

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1
La publication de ce Bulletin est subventionnée par Affaires mondiales Canada.

En partenariat avec
 **Canada**